

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 06/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LABORATOIRE OXENA**

Rue Marc Seguin  
ZI La Motte  
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20230331-RAP-DAEN0371  
Code AIOT : 0006102660

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 17/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.  
L'ensemble des installations a été inspecté, intérieur comme extérieurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection précédente
- POI

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
NC3_2019 – Fréquence analyses eaux industrielles insuffisante	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Susceptible de suites	Lettre de suite	Lors des prochaines déclarations GIDAF
NC3_2022 – Incompatibilité de produits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	Susceptible de suites	Lettre de suite	30/04/2023
NC1_2022 – Absence de couverture de la rétention Javel extérieure	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Susceptible de suites	Lettre de suite	30/06/2023
NC2bis_2021bis – Plan d'inspection PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2	Susceptible de suites	Lettre de suite	30/06/2023
NC1_2023 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	/	Lettre de suite	30/06/2023
NCM1-2023 – Conformité à l'EDD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30/06/2023
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC4_2023 –POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC5_2023 –POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	/	Lettre de suite	30/09/2023
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite	30/06/2023

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
NC7_2023 –Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC8_2023 –Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC9_2023 – Autosurveillance continue pH, T, Débit	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC10_2023 - Rétention zone de quai Nord-Est	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC11_2023 – Etanchéité de la zone de quais	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/	Lettre de suite	30/06/2023
NC12_2023 – Etanchéité zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8	/	Lettre de suite	30/06/2023
NCM2_2023 – Déchets historiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	30/09/2023

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délai
O2_2021bis – Fixation cuves extérieures	Autre	Susceptible de suites	30/06/2023

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
O1_2022 – Event des réserves eau pompiers	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.16.4	Susceptible de suites

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NC2_2022 – Etiquetage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Susceptible de suites
Classement ICPE	Code de l'environnement, article colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9	/
Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.1	/
Bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan d'Opération Interne ne prévoit pas les différents cas accidentels, les moyens de prélèvements environnementaux, les mesures de nettoyage et ne définit pas suffisamment l'organisation hors heures ouvrées. Il n'est globalement pas opérationnel.

Aucun exercice POI n'a été pratiqué.

Les travaux de construction du bâtiment de stockage Nord n'ont pas été réalisés.

Aussi, les stockages ne sont pas exploités conformément à l'étude de dangers déposée en 2021 à l'occasion du dossier de demande d'autorisation.

Par ailleurs, la présence de quelques palettes de déchets historiques a encore été constatée au niveau de l'auvent Nord, sous rétention.

### 2-4) Fiches de constats

NC3\_2019 – Fréquence analyses eaux industrielles insuffisante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Fréquence mensuelle pour tous les paramètres à suivre  Les mesures annuelles réalisées par un laboratoire agréé ne sont pas systématiquement réalisées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. Les analyses n'ont pas été réalisées à une fréquence mensuelle depuis le début d'année, bien que cela soit prescrit par l'arrêté préfectoral et l'autorisation spéciale de déversement. L'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses mensuelle de ses rejets d'eaux industrielles. Les mois de février, juin, septembre et décembre 2022 ne sont pas déclarés sous GIDAF.  Lors de la visite du 28/03/2022 : Le bulletin d'analyse de février 2022 a été présenté. Les bulletins de juin, septembre et décembre n'ont pas été présentés.  L'exploitant doit déclarer mensuellement les analyses du mois précédent et les réaliser mensuellement également.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.16.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.[...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : Les raccords pompiers sont mis en place sur 2 cuves contenant de l'eau osmosée et utilisables pour l'intervention du SDIS. Il convient que l'exploitant s'assure d'ici le 31/07/2022 que les événements des cuves sont suffisamment dimensionnés pour une utilisation à un débit de 60 m³/h.  Par courriel 10/01/2023, l'exploitant indique que les événements des cuves d'eau déminéralisé sont en DN90. La norme pour du 60 m³/h est DN50. Les événements sont donc correctement dimensionnés.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : Plusieurs GRV de peroxydes d'hydrogènes (combustibles) sont stockées la rétention que des GRV de liquides inflammables sous l'auvent Nord. L'exploitant doit veiller à ne pas stocker de produits incompatibles dans une même rétention d'ici le 31/07/2022.  Lors de la visite du 28/03/2023 : Sous l'auvent Nord-Ouest, quelques GRV d'acide phosphorique et d'alcool isopropylique sont stockés dans la grande rétention à environ 3 m d'un GRV de peroxyde d'hydrogène à 35% placé sur une autre rétention mobile sous-dimensionnée.  De plus, dans la rétention Nord-Ouest de l'auvent Nord, des bidons de vinaigre sont stockés dans la même rétention que les GRV contenant des bases.  Les produits chimiques doivent être stockés dans une rétention correctement dimensionnée et sans produits incompatibles d'ici le 30/04/2023.  L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite



<b>Référence réglementaire :</b> Autre
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuves
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les 6 cuves extérieures de 50 m <sup>3</sup> d'eau de Javel ne sont pas fixées mais posées dans la rétention. Il convient que l'exploitant vérifie si cette configuration ne peut pas générer de risque supplémentaire en cas d'épandage massif dans la cuvette de rétention (flottation d'une cuve ?...). Un retour sera fait à l'inspection.  L'exploitant indique qu'une réponse orale de son fournisseur lui a été faite : la fixation des cuves crée une contrainte sur la structure des cuves et que le poids de la cuve suffit.  Il convient que l'exploitant veille à faire confirmer par écrit ces éléments. A suivre
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : L'exploitant n'a toujours pas obtenu une justification écrite de son prestataire. Un retour sera fait à l'inspection d'ici le 31/07/2022. Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant indique qu'une cuve a été fixée et que les autres sont en cours de fixation.  Lors de la visite du 28/03/2023 : L'inspection a constaté qu'une seule cuve est fixée. L'exploitant s'engage à avoir fait fixer toutes les cuves d'ici le 30/06/2023. L'inspection prend acte de cet engagement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : La cuve du mélangeur en ligne sous l'auvent Sud contenant de l'eau de Javel 2,6 % n'est pas étiquetée afin d'en connaître son contenu et les mentions de dangers.  Lors de la visite du 28/03/2023 : L'inspection a constaté que la cuve du mélangeur en ligne sous l'auvent Sud contenant de l'eau de Javel 2,6 % est étiquetée et comporte un pictogramme. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.  L'exploitant s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation de 2021 à couvrir la rétention extérieure de Javel.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : L'exploitant précise que les eaux traitées par la station de traitement interne sont désormais principalement des eaux issues de la rétention extérieure d'eau de Javel. Il s'engage à faire les travaux pour couvrir cette rétention d'ici fin 2023. Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant indique que le projet est à l'étude.  Lors de la visite du 28/03/2023 : L'exploitant indique qu'il va avoir les aides de l'agence de l'eau pour ce projet. Il tiendra informé l'inspection de l'avancée du projet au 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant envisage d'être formé par le BUREAU VERITAS sur les inspections de routine lors de l'inspection externe détaillée de 2021. Une formalisation de cette formation devra être transmise à l'inspection d'ici le 31/01/2022.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 11/04/2022 : La formalisation de formation interne pour les inspections de routine n'a pas été faite. Lors de la visite du 28/03/2023 : L'exploitant indique que les visites de routine vont finalement être faites par Bureau Veritas. La prochaine est prévue le 02/05/2023. Le devis validé le 23/03/2023 a été présenté. A noter que deux bacs ont été changés. L'exploitant transmettra d'ici le 30/06/2023 le rapport de visite de routine des bacs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.  2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet

de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

**Constats :**

L'état des stocks a été transmis par courriel le 29/03/2023.

L'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. Il est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Il ne comporte pas les matières combustibles présentes (plastiques/cartons).

L'état des stocks est référencé dans le POI de 2021 page 28.

L'exploitant ne dispose pas d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux besoins de gestion d'un événement accidentel et d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population d'ici le 30/06/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4741 (A) : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t</p> <p>4510 (A) : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>4741 : selon l'état des stocks transmis : 116 t de Javel 2,6 % et 4,8 %</p> <p>4510 : selon l'état des stocks transmis : 115 t + 110 t + 85 t = 310 t.</p> <p>Le site est bien classé Seveso seuil haut par dépassement direct de seuil pour la rubrique 4510. Les quantités sont conformes à celles autorisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment de stockage Nord n'a pas été construit. L'exploitant invoque une année 2022 difficile et incertaine financièrement, ce qui l'a fait mettre en pause son projet d'agrandissement. Il indique que l'étude par le cabinet d'architecte a été relancée. Le dépôt du permis de construire est prévu en juin 2023, auquel il convient d'ajouter 4 mois d'instruction du PC et 1 an de travaux avant la mise en service effective.</p> <p>Aussi, dans l'attente de la réalisation de ce projet, les stockages de Javel sous forme de produits finis ne sont pas réalisés conformément à l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. A noter que ces stockages sont susceptibles d'être à l'origine d'effets toxiques hors site lors d'un incendie.</p> <p>L'exploitant doit exploiter ses installations conformément à l'étude de dangers ou l'actualiser d'ici le 30/06/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise son contenu.</p> <p>Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.</p> <p>Le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI est basé sur l'étude de dangers de 2021. Cependant, les installations ne sont exploitées conformément à cette étude de dangers, notamment sur la partie stockages Nord car l'extension n'a pas été construite.</p> <p>Le POI ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant doit corriger ces points d'ici le 30/06/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le POI ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.  L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<b>Constats :</b> Le POI ne précise pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.  L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours pour tester le POI. Une version papier et une version électronique du POI sont transmises à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours à chaque mise à jour.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions lui est adressé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice d'évacuation du 07/10/2022. Il ne s'agit pas d'un exercice POI. L'inspection n'a pas été informée de la date retenue de l'exercice et n'a pas été destinataire du compte-rendu.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 30/09/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>a) Les personnes habilitées à déclencher le POI sont le chef d'établissement et l'animateur QSE. Les moyens de premières interventions sont listés.</p> <p>b) Le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du PPI est le chef d'établissement. Son intérim n'est pas prévu.</p> <p>c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite.</p> <p>d) Le système d'alerte et évacuation est indiqué.</p> <p>La liste des contacts est incomplète et n'est pas à jour.</p> <p>L'exploitant indique que la pompe de relevage située en amont du bassin de rétention ne fonctionnerait pas en cas de coupure électrique. Il indique que les liquides seraient dirigés vers le point bas du site, la cour camion, qui est communiqué de manière gravitaire vers le bassin de rétention.</p> <p>L'incendie des stockages de plastiques n'est pas mentionné dans le POI. Le POI doit comprendre les mesures d'urgences à prendre pour l'ensemble des scénarios ayant des effets sur le site.</p> <p>Les éléments manquants ci-avant doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.</p> <p>Le PC exploitant prévu (bureau du chef d'exploitation) est situé dans les zones d'effets irréversibles. Ce local n'est pas une salle de confinement. L'exploitant doit revoir l'emplacement du PC exploitant (PC ex) d'ici le 30/06/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>e) Une fiche de communication est prévue pour le DOI (directeur des opérations). Un modèle de communiqué de presse est présent.</p> <p>f) Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours ne sont pas prévues.</p> <p>g) Les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont pas prévues (notamment DOI, responsable intervention...).</p> <p>h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas présentes dans le POI.</p> <p>Les éléments manquants doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas prévues dans le POI.  L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Débit journalier : mesure en Continu PH : mesure en Continu Température : mesure en Continu
<b>Constats :</b> L'exploitant ne mesure pas en continu le débit, le pH et la température. L'exploitant a présenté un relevé régulier des volumes rejetés, soit entre 3 et 5 m <sup>3</sup> /j.  Un devis du 19/05/2022 non validé a été présenté.  Les travaux doivent être menés d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Chlorites : 3 mg/L</p> <p>Chlorates : 3,5 mg/L</p> <p>Chloroforme : 100 µg/L et 50 µg/L si les rejet dépasse 2 g/j</p> <p>Chlore libre : 3 mg/L</p> <p>THM : 1 mg/L</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Bulletin d'analyse du 10/02/2022 vu en visite (pas de déclaration GIDAF) : dépassement chloroforme à 163 µg/L, chlorates à 5,5 mg/L, chlorites à 19 mg/L.</p> <p>Déclaration GIDAF :</p> <p>Dépassement en octobre en chlorites (45 mg/L) et novembre 2022 (5 mg/L)</p> <p>Mai 2022 : dépassement chloroforme (5 248 µg/L), chlore libre (990 mg/L), THM (5,331 mg/L)</p> <p>Aucun plan d'action n'est précisé dans GIDAF.</p> <p>Pas de non-conformité pour les autres mois déclarés.</p> <p>Contrôle inopiné du 20/01/2023 : tous les paramètres sont conformes.</p> <p>Lors des dépassements, l'exploitant doit veiller à indiquer son plan d'actions dans GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

# NC10\_2023 - Rétention zone de quai Nord-Est

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
<b>Constats :</b> Des stockages de produits finis de Javel en petits contenants sont présents sur la partie bitumée de la zone Nord-Est du site. La bordure béton délimitant la zone herbée de la zone bitumée est soit absente par endroits, soit abîmée. A noter que cette zone communique directement avec le bassin de rétention Sud.  L'exploitant doit dans un premier temps écarter ses stocks tampons de produits finis de la zone herbée. Il transmettra dans un deuxième temps des photos des travaux de remise en état de cette zone d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

# NC11\_2023 – Etanchéité de la zone de quais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
<b>Constats :</b> Le sol de la zone de quais de chargement présente des fissures et des zones où le sol est abîmé. Cela semble remettre en cause l'étanchéité de cette zone de rétention. L'exploitant doit remettre en état le sol de la zone de quais d'ici le 30/06/2023. Des photos seront transmises à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles visées à l'article 8.12.2. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
<b>Constats :</b> Les joints de la pointe diamant de l'aire de dépotage ne semblent pas assurer l'étanchéité de la zone de dépotage.  L'exploitant doit mener les travaux nécessaires afin de garantir l'étanchéité de la zone de dépotage d'ici le 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

## Bassin Sud

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m <sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. Le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est maintenu fermé par défaut (voir article 4.7.2). La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
<b>Constats :</b> La bâche du bassin Sud est en bon état. Seul un fond d'eau est présent dans le bassin. L'inspection a constaté que la vanne d'isolement avant rejet vers le milieu est maintenue fermée. L'exploitant indique ne pas avoir fait de vidange du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence rémanente de déchets historiques sous l'auvent Nord-Ouest. Il reste environ 5 fûts de 200L rouillés et partiellement percés sur la partie supérieure, non identifiés, 10 seaux de 30 L de produits non identifiés et 5 seaux de 10 L identifiés comme étant de l'alcool en gel.</p> <p>Dans le local situé entre les deux zones en rétention Nord, un GRV ancien de 0,8 m<sup>3</sup> non identifié et non placé sur rétention est présent. Il semblerait que ce soit du vinaigre.</p> <p>Un fût métallique rouillé d'environ 40 L non étiqueté est présent dans la rétention Nord-Est, sous le auvent.</p> <p>L'exploitant doit faire évacuer les déchets ayant plus de trois ans, ce qui est le cas des déchets susmentionnés, d'ici le 30/09/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription